



Haïti : une action durable pour l'AIRD

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a accueilli les 11 et 12 mars à Paris une délégation des huit universités haïtiennes et de la Conférence régionale des recteurs, présidents et directeurs d'institutions dans la Caraïbe (CORPUCA) pour travailler avec les représentants de la communauté académique et scientifique française – coordonnée par l'Agence inter-établissements de recherche pour le développement (AIRD) – et l'Agence universitaire de la Francophonie à la refondation du système d'enseignement supérieur et de recherche haïtien dans tous ses aspects.

Cette rencontre s'est déroulée sous la forme d'ateliers pour aboutir, d'une part à un ensemble de propositions opérationnelles sur les dix années à venir, d'autre part à une *Déclaration de Paris* destinée aux grands bailleurs de fonds qui se réuniront à New-York le 31 mars. Les propositions répondent non seulement à la situation d'urgence créée par la catastrophe du 12 janvier, mais cherchent à transformer la tragédie en opportunité par la mise en place d'un système moderne et performant comblant les lacunes antérieures dans une perspective durable. Elles prévoient la création d'une gouvernance institutionnelle globale avec un Conseil national des recteurs, la mobilisation de la coopération franco-haïtienne sur la formation (1 000 maîtres de conférences sur dix ans), la construction d'un système durable de laboratoires à travers des unités et des laboratoires mixtes internationaux sur des thématiques prioritaires et la mise en place d'un système d'accréditation et de renforcement de la structure licence-master-doctorat (LMD).

La *Déclaration de Paris* appelle l'attention des bailleurs de fonds sur la nécessité de prendre en compte l'enseignement supérieur et la recherche dans les priorités de la reconstruction d'Haïti et d'y consacrer – sur la base d'une estimation des besoins à 500

millions d'euros sur dix ans – une part des fonds réunis équivalente en pourcentage à celle que lui réservent les pays développés dans leur budget national.

Dans son rôle de coordination de la réponse de la communauté académique et scientifique française à la demande haïtienne, l'AIRD a pris des mesures concrètes, à effet immédiat, sur la base de la mission que lui a confiée le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

- participation active au comité de suivi franco-haïtien, qui est composé de l'AIRD, de la CORPUCA, de l'AUF, de l'université des Antilles et de la Guyane, de la Conférence des présidents d'université ;
- ouverture d'un portail internet AIRD pour recueillir et partager l'ensemble des informations au sein du comité de suivi franco-haïtien ;
- mise à la disposition du comité de suivi d'un crédit d'amorçage de 300 000 euros pour organiser sa mise en place et ses premiers travaux, qui sera relayé par un fonds de solidarité prioritaire (FSP) du ministère des Affaires étrangères ;
- préparation de la rencontre des partenaires français avec leurs homologues haïtiens, en Haïti ou à proximité, en juin prochain ;
- préparation d'un appel d'offres dès cette année dans le domaine de la formation et de la recherche.

L'AIRD assurera ainsi la mise en cohérence des volontés et des initiatives françaises sur la base des demandes exprimées par les universités haïtiennes, en liaison avec l'AUF, la CORPUCA et l'université Antilles-Guyane. Elle travaillera également à la recherche des financements nécessaires. Dans le cadre de cette mission de coordination pour la reconstruction du système d'enseignement supérieur et de recherche en Haïti, Georges De Noni, directeur du centre IRD France-Nord, a été nommé « chargé de mission AIRD pour Haïti » par le directeur général, Michel Laurent.

Contact : georges.denoni@ird.fr. L'AIRD sur le net : www.aird.fr.

Zoom sur...

L'énergie dans le développement de la Nouvelle-Calédonie

Au cours d'une mission en Nouvelle-Calédonie, où il a rencontré les représentants des organismes scientifiques partenaires, au premier rang desquels l'université de la Nouvelle-Calédonie, ainsi que des élus locaux, Michel Laurent, directeur général de l'Institut, vient de participer à la restitution d'une nouvelle expertise collégiale réalisée sous la coordination de l'IRD et présidée par Yves Le Bars.

Dans un contexte de raréfaction des ressources en énergie fossile et de changements climatiques, la Nouvelle-Calédonie, qui n'est pas actuellement soumise au protocole de Kyoto, doit répondre aux préoccupations environnementales et trouver les voies



et moyens d'une moins grande dépendance énergétique. Au moment où le Territoire définit son « Schéma d'aménagement et de développement 2025 » et, dans le prolongement de son « Schéma de l'énergie et du climat », le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et l'ADEME, via le Comité territorial pour la maîtrise de l'énergie, ont demandé, en juin 2008, à l'IRD de produire un état des lieux complet et une analyse pluridisciplinaire des enjeux constitutifs de la question de l'énergie dans le développement de la Nouvelle-Calédonie.

La maîtrise de l'énergie, les nouvelles technologies en matière de production et de stockage d'énergie, les moyens de réduction des émissions de gaz à effet de serre, la géopolitique de l'énergie et du climat et la coopération régionale, la gouvernance de l'énergie et du climat en Nouvelle-Calédonie, ont ainsi été examinés au cours de l'année 2009 par un collège d'experts. L'ensemble de ce travail a été présenté lors d'une restitution publique au centre IRD de Nouméa le 3 mars, devant les commanditaires et parties prenantes.

Conformément au modèle de l'expertise collégiale, les experts ont mobilisé l'ensemble des données et connaissances scientifiques disponibles pour les décliner sur le cas particulier de la Nouvelle-Calédonie. Leur travail a permis d'apporter un éclairage sur les principaux enjeux de la sécurité énergétique, sur la protection de l'environnement ainsi que sur l'insertion régionale de la Nouvelle-Calédonie qui, pour l'heure, reste

très dépendante de ses importations d'énergie. Sur ces bases, les experts ont défini quatre objectifs, avec pour chacun un certain nombre de recommandations :

- inverser la tendance à l'augmentation des consommations d'énergie dans l'habitat, les transports et l'industrie, pour devenir sur ce point une référence régionale ;
- réduire les importations d'énergie fossile en produisant de l'électricité à partir de sources renouvelables, à hauteur de la consommation des particuliers et des services ;
- insérer la Nouvelle-Calédonie dans le processus international de lutte contre le changement climatique, avec l'élaboration progressive d'objectifs visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre ;
- installer une gouvernance adaptée en matière de politique de l'énergie, qui soit à la fois facteur de développement et de maîtrise des émissions de gaz à effet de serre.

■ Retrouvez sur le site de l'IRD, www.ird.fr, rubriques « Les partenariats » et « Expertise et consultation » tous les enregistrements des interventions proposées par les experts lors de la restitution de l'expertise, ainsi que le fascicule de présentation des principales conclusions.



■ L'énergie dans le développement de la Nouvelle-Calédonie, ouvrage bilingue, français-anglais, réalisé sous la coordination scientifique de Y. Le Bars, E. Faugère, Ph. Menanteau, B. Multon, A. Riedacker et S. Velut, à paraître mi-2010 dans la collection « Expertise collégiale » des éditions IRD.

La flotte océanographique française

Créé en septembre 2008 par le ministère chargé de la Recherche, le Comité stratégique et technique de la flotte hauturière et côtière (CSTF) rassemble les établissements propriétaires de navires océanographiques et les principaux utilisateurs scientifiques de ces bateaux. Le CSTF a été chargé de faire des propositions pour optimiser le fonctionnement de la Flotte océanographique française dont deux appartiennent à l'IRD : l'Alis et l'Antéa.



Le CSTF a confié à l'IRD l'organisation des premières journées de la Flotte océanographique française les 3 et 4 mars à Marseille. Ces rencontres ont permis aux scientifiques de faire le point sur l'activité côtière et littorale de la flotte, y compris dans l'Outre-mer. De nombreux résultats ont été présentés dans les domaines des géosciences, de la biogéochimie, de

l'océanographie physique, de l'halieutique et de l'ingénierie. Cette rencontre a également permis aux différentes institutions françaises concernées de préciser leurs priorités d'actions futures et d'avoir des échanges prospectifs entre scientifiques et opérateurs.

Dans le prolongement du colloque, le CSTF s'est réuni en réunion plénière. Ses travaux ont confirmé la nécessité d'organiser l'ensemble des plates-formes navales de la flotte selon le concept d'une « très grande infrastructure de recherche ».

Contacts : flotte-ird@ird.fr et thomas.changeux@ird.fr.

Pour en savoir plus : www.colloque.ird.fr/fof-2010. La flotte de l'IRD sur le net : www.brest.ird.fr/us191 rubrique « Flotte ».



La vie de l'Institut

• Une fondation Christopher Augur • Nouveaux masters internationaux

Afin de poursuivre l'engagement scientifique de Christopher Augur, chercheur à l'IRD au sein de l'UMR IMEP, décédé en 2009 suite à une violente agression à Mexico, une fondation a été créée sous l'égide de l'Institut de France. Son objectif : mener des actions sociales et scientifiques avec les pays du Sud. Dans un premier temps la Fondation Christopher Augur organisera des rencontres internationales et participera au financement de bourses d'étude afin de finaliser des projets de recherche inachevés du chercheur telles que les études sur les décaféinases et les propriétés anticancéreuses des tanins.

L'université autonome métropolitaine d'Iztapalapa au Mexique vient d'ailleurs de décerner le premier Prix de la recherche Christopher Augur, qui reconnaît l'excellence d'un travail de doctorat en biotechnologie. Il a été attribué à L. Reynoso-Cuevas, M.-E. Gallegos-Martínez, F. Cruz-Sosa et M. Gutiérrez-Rojas pour leurs travaux sur la pollution des biotopes par les hydrocarbures et les réactions des végétaux à cette pollution.

Contact : fondation.christopher@gmail.com
Sur le net : www.mx.ird.fr et www.izt.uam.mx

• Projet Tori-Bossito : paludisme du nouveau-né

Cotonou a accueilli, mi-février, la réunion de clôture du programme de recherche « Survenue des premières infections palustres chez le nouveau-né : déterminants génétiques, biologiques et environnementaux » mené par l'UMR « Mère et enfant face aux infections tropicales », en partenariat avec l'Institut des sciences biomédicales appliquées, la faculté des Sciences de la Santé et le Programme national de lutte contre le paludisme au Bénin, dans neuf villages de la région de Tori-Bossito au Bénin. La rencontre a permis aux partenaires de faire le bilan de la phase de recueil des données sur le terrain qui vient de s'achever. Ces données sont en cours d'analyse, à Paris et à Cotonou. Les résultats permettront de mieux comprendre la dynamique d'apparition et d'expression des premières infections palustres des nouveau-nés, et de proposer des interventions pour protéger cette population à risque. Un des responsables du projet, Gilles Cottrell, a fait une présentation du programme lors de la « Première rencontre africaine des chercheurs et acteurs en approche écosystème et santé humaine », qui s'est tenue à Cotonou du 1^{er} au 3 mars et a réuni 150 participants.
Contact : benin@ird.fr. Sur le net : www.ird.fr/benin

Du 8 au 10 mars s'est tenue à Bondy et à Paris, une réunion sur des masters internationaux associant professeurs et chercheurs de l'IRD, de l'université Pierre et Marie Curie, des universités Yaoundé 1 et de Dschang au Cameroun, de l'université Cheikh Anta Diop au Sénégal et de l'Université libre de Bruxelles. Les recteurs, présidents et directeurs généraux de ces institutions ont à cette occasion signé un accord afin de mettre en œuvre une dynamique et des mobilités – d'étudiants et de professeurs – Nord-Sud et Sud-Sud, qui permettront de travailler ensemble au développement de ces masters dont les deux premiers auront pour thème : « Biodiversité végétale tropicale » et « Sol et eau ».

Contact : georges.denoni@ird.fr

• La Guyane vue du ciel

Invité par la région en Guyane pour discuter notamment de la gestion des pêches dans le cadre de la coopération régionale, Jesus Arnaldo Perez, ambassadeur du Venezuela en France, a visité début février la représentation de l'IRD à Cayenne et plus particulièrement les installations de la station SEAS-Guyane. Accueilli par Jean-Marie Fotsing, représentant de l'Institut en Guyane, et Jean-François Faure, responsable de l'unité Espace à Cayenne, l'ambassadeur, géographe de formation, s'est montré très intéressé par les applications de SEAS-Guyane en matière de suivi de l'environnement et des dynamiques territoriales.

À travers l'outil d'observation satellitaire SEAS et en partenariat avec le quotidien *France-Guyane*, la représentation de l'IRD vient de mettre en place un projet intitulé « Ma commune vue du ciel » destiné aux maires mais aussi aux populations. Il a pour but d'amener les Guyanais à s'approprier leur territoire. À travers ce type d'actions, la représentation souhaite, avec le soutien du pôle Guyane de l'université des Antilles et de la Guyane, s'orienter vers une plus grande implication de ses recherches dans l'environnement local. Contact : guyane@ird.fr
Sur le net : www.cayenne.ird.fr et www.seas-guyane.org

• Niger : des lycéens sur le terrain

En compagnie de Guillaume Favreau, chercheur à l'UMR HSM, et Yahouya Nazoumou de l'université Abdou Moumouni de Niamey, des lycéens de Montpellier ont effectué mi-février une sortie de terrain au Niger, à Wankama au nord-est de Niamey.

• Chili : une mission post-sismique se met en place

Suite au séisme qui s'est produit le 27 février entre Santiago et Concepción, une équipe de 15 géophysiciens français, spécialistes des tremblements de terre et de leurs impacts, est arrivée au Chili le 4 mars, pour appuyer les spécialistes chiliens sur le terrain dans les zones du séisme. Cette mission est organisée par la cellule post sismique nationale française avec le soutien de l'IRD et de l'Institut national des sciences de l'univers du CNRS.

Elle est coordonnée par le Laboratoire franco-chilien de sismologie Montessus de Ballore, avec la contribution de l'Institut de recherche sur la sécurité nucléaire (IRSN), de plusieurs universités (Paris, Nice, Toulouse, Grenoble) et grands établissements de recherche (Institut de physique du globe et École normale supérieure de Paris). Les chercheurs collaborent avec leurs collègues chiliens pour organiser le recueil et l'analyse des données. Cette mission française est la première mission étrangère arrivée au Chili.
Contact : chili@ird.fr

Cette visite était réalisée dans le cadre d'un atelier scientifique organisé au sein de leur établissement, le lycée Jean-Monnet, autour du thème « L'eau Nord-Sud ». Les lycéens ont notamment effectué des mesures piézométriques au niveau de puits, visité la mare de Wankama qui contient divers instruments de mesure et ils ont échangé longuement avec les habitants. À partir des résultats obtenus au cours de longues années de recherche, en particulier dans le cadre du service d'observation AMMA-Catch, les deux hydrogéologues leur ont expliqué la formation des ensembles géomorphologiques du site ainsi que la problématique de la nappe phréatique. On constate en effet depuis une cinquantaine d'années une remontée de la nappe dans toute la zone malgré une baisse constante de la pluviométrie depuis les années 1960. Contact : niger@ird.fr
Sur le net : www.ird.fr et www.amma-catch.org

• Kenya : de l'utilité des biomathématiques

Mi-janvier a débuté au lycée français de Nairobi un cycle de conférences sur le développement durable. Il est le fruit d'une collaboration entre l'établissement et les Instituts français de recherche basés au Kenya – le CIRAD, l'IFRA et l'IRD –, leurs partenaires kenyans, et le Service d'action culturelle et de coopération de l'Ambassade de France au Kenya. Ce cycle s'articule autour de quatre thèmes : les biomathématiques, l'eau, la biodiversité et l'énergie. Dans ce cadre, Pierre Auger, directeur de l'unité mixte internationale UMMISCO, a expliqué comment et pourquoi modéliser à partir d'équations. Il a notamment présenté l'utilité des biomathématiques dans les domaines de l'écologie et de la santé à travers des recherches locales, l'une sur le paludisme dans les Highlands du Kenya, l'autre sur la migration des éléphants. Sont intervenus lors de cette conférence les deux thésards de la School of mathematics de l'université de Nairobi, Charles Nyandwi, professeur à l'université de Nairobi, partenaire de l'UMMISCO et Eric Mwangi du Ministry of Higher Education Sciences and Technologies. Des lycéens de deux écoles kenyennes, Imani school et Starehe school, étaient invités.
Sur le net : www.ird.fr/kenya et www.ummisco.ird.fr. Contact : kenya@ird.fr.



Les IRDiens

Nomination

• **Claude Payri**, directrice de recherche à l'IRD, vient d'être nommée, par le directeur général de l'Institut, coordonnatrice de PACE-Net, un des réseaux de coopération internationale INCONET qui réunissent les principaux acteurs européens de la coopération en sciences et techniques autour de grande zones géographiques, en l'occurrence le Pacifique.

Contact : claud.payri@ird.fr



Distinction

• **Renaud Fichez**, directeur de recherche à l'UMR LOPB, vient d'être élevé au grade de Chevalier dans l'Ordre des Palmes académiques. Il est distingué sur proposition de l'Ambassade de France au Mexique pour sa contribution à la mise en place de l'Observatoire Marin et des Littoraux Jacques-Yves Cousteau, inauguré au Mexique en novembre dernier, et qui a pour mission de diagnostiquer l'état de l'environnement, de la flore et de la faune de la région. Patricia Muñoz, directrice du CIEEMAD,



qui assume la coordination scientifique de ce projet au côté de Renaud Fichez, a également été distinguée.

Contact : mexique@ird.fr. Sur le net : www.mx.ird.fr

Retraités

• Ils sont partis en retraite en janvier ou février : Josette Berduck, Jean-Pierre Brunel, Jean Guffroy, Djamel Konghouleux, Francine Lora-Runco, Renaud Planet, Suzanne Rigollet et Georges-Henri Sala.

Hommages

• **Roger Malo**, personnel permanent de recrutement local de l'IRD, agent technique au Centre d'information sur la recherche et le développement à Ouagadougou au Burkina Faso, est décédé le 2 mars. Agé de 56 ans, il était entré à l'ORSTOM en 1973. Contact : burkina-faso@ird.fr

• **Albert Colonge**, ancien chef de garage à l'ORSTOM, est décédé le 10 février dernier à l'âge de 87 ans. Depuis les années 1950 jusqu'en 1987, il avait participé à toutes les grandes expéditions en Afrique de l'Ouest, dans les domaines de la géophysique, de la pédohydrologie et de l'archéopaleontologie sahariennes.

Bloc-notes & Agenda



• La nouvelle édition de l'**Annuaire de poche** est disponible sur l'intranet : <https://intranet.ird.fr>. Elle sera très prochainement envoyée à tous les agents. Contact : dic@ird.fr.

• Du 25 au 28 mai l'IRD recevra le **comité de visite de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES)** aux fins d'évaluation de l'établissement. Sur le net : www.aeres-evaluation.fr